



CHAPITRE 101

Loi concernant la ville de Brossard

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

Préambule. ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Brossard et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, qu'elle détienne des pouvoirs spéciaux aux fins d'acquérir des terrains pour fins résidentielles ou autres;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**Réserve
foncière
ou d'habi-
tation.**

1. Malgré toute loi à ce contraire, la ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

**Aliénation
à la
valeur
réelle.**

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit au moins égal à la valeur réelle de tels immeubles et non inférieur au prix de revient.

**Aliénation
à titre
gratuit.**

La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes ou d'une corporation scolaire.

**Obligation
aux taxes.**

La ville est tenue de payer à l'égard des immeubles qu'elle détient en vertu du présent article toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité.

Fins indus-
trielles
exclues.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles, il s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (1978, chapitre 10).

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.